La crise du programme d'histoire au Québec :

QUELLES LEÇONS EN TIRER ?

RÉSUMÉ

Au Québec, l'enseignement de l'histoire est de nouveau en crise. De quelle nature est cette crise ? Quelles leçons pourrait-on en tirer ?

Leur démarche s'inscrit dans le mouvement haïssable de la réécriture historique telle qu'elle se pratique dans toutes les dictatures, tyranniques ou pas.
Denise Bombardier, journaliste[1]

Une fois de plus, le Québec connaît une crise de l'éducation historique. L'analyse de cette crise est riche de leçons à tirer sur la conception que l'on se fait de la nature et du rôle de l'éducation historique publique en notre début de siècle. Nous commencerons par rappeler les faits, puis évoquerons ces leçons.

Les faits

À la fin du siècle dernier, le ministère de l'Éducation du Québec lance une vaste opération de mise à jour des programmes scolaires, qui datent alors d'une vingtaine d'années. Toutes les disciplines sont concernées. Dans son esprit, la réforme entend réaffirmer le principe d'une pédagogie centrée sur l'élève, une pédagogie de l'apprentissage plus que de l'enseignement, dont l'élève tirerait les compétences diverses qui fondent l'autonomie personnelle. En cela, rien de vraiment nouveau ni original. C'est en gros ce qui se fait à la même époque ailleurs en Occident. En outre au Québec – comme au Canada et dans d'autres pays dans le monde –, est apparue une préoccupation pour l'éducation citoyenne qui, dans le cadre général de la réforme, est attribuée de façon particulière à l'histoire.

La tâche de préparer la révision du programme d'histoire du secondaire a été confiée à un comité qui, en 2004, a proposé un programme d'histoire de l'Occident (ouvert sur le monde) pour le premier cycle du secondaire. Le programme a été facilement accepté par les autorités du ministère puis par la communauté, et implanté sans problème dans les écoles.

En 2006, c'est le tour du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* du second cycle du secondaire, le programme devant remplacer celui jusqu'alors nommé *Histoire du Québec et du Canada*. Avant même qu'il ne soit achevé, le journaliste Antoine Robitaille publie le 27 avril, en première page du journal *Le Devoir*, une charge violente à son endroit, sous le titre : « Cours d'histoire épuré au secondaire ». « Épuré » de quoi ? Le sous-titre le suggère d'emblée : « Québec songe à un enseignement "moins politique", non national et plus pluriel ». À cette fin, affirme le journaliste, le programme aurait été épuré d'un certain nombre d'événements et de dates essentiels. Nous préciserons cela plus tard.

Depuis, cette question du programme d'histoire n'est que bruit et fureur. Les médias en sont envahis, les médias francophones surtout mais aussi des anglophones du Québec et même du Canada, comme le *Globe and Mail* et le *National Post*. Des éditorialistes, des chroniqueurs chevronnés, des journalistes expérimentés, des historiens et des professeurs d'histoire, des dizaines de lecteurs de divers horizons le mettent en accusation. Non sans excès à l'occasion. Sur un site Internet, on

CHRISTIAN LAVILLE
Christian Laville is Associate Professor at Université Laval.

invite à « descendre dans la rue »;[2] le leader nationaliste Gilles Rhéaume y déclare le programme « stalinien »;[3] la chroniqueuse Denise Bombardier reprend l'accusation dans Le Devoir, où elle nous fournit en plus la citation mise en exergue de ce texte. Les insultes pleuvent, certains vont jusqu'aux menaces physiques : ainsi, dans un courriel, quelqu'un menace un collègue supposé sympathique au programme de lui casser la figure[4].

Finalement le 15 juin, au terme de deux mois de débats quasi quotidiens, le ministre de l'Éducation cède : une version révisée du programme est publiée, qui intègre les demandes d'ajouts factuels des opposants.[5] En revanche, la structure pédagogique originelle est préservée.

D'autant de bruit et de fureur, que retenir pour les programmes et l'enseignement de l'histoire ? Quelles leçons pourrait-on tirer ?

Des leçons à tirer

Au départ, posons comme observations, sinon comme objets de discussion, quelques caractères de la crise.

Un drame national – Le problème du programme serait donc qu'il y manque la mention de nombreux faits et dates historiques. De quoi s'agit-il exactement ?

Dans son premier article, le journaliste Robitaille déclarait le programme « épuré » de la bataille des plaines d'Abraham, de la Proclamation royale, de l'Acte de Québec, de la saga de Meech, du rapatriement unilatéral de 1982… Tous des faits d'histoire politique. Dans le débat ouvert par l'article, d'autres faits ont été mentionnés à répétition : la Conquête, la Rébellion, la Confédération, le serment du test, la crise de la conscription, etc. Tous, encore, des faits d'ordre politique. Foin d'histoire sociale, économique, culturelle, des « nouveaux objets » auxquels les historiens s'intéressent depuis les années 1970.[6]

Or il se trouve que ces faits politiques – rappels de tensions et de conflits du passé –, sont ceux qui par tradition servent à fonder la question dite nationale, celle de la place du Québec dans le Canada. Plusieurs les estiment indispensables à l'entretien de la flamme nationaliste. La trahison soupçonnée, alors, résiderait-elle simplement dans la non-mention explicite de ces faits, qui mettrait en danger l'aboutissement dans l'indépendance de la question nationale ? Le déclencheur de la crise serait-il que l'on croit, comme Denise Bombardier, que « les auteurs farouchement antinationalistes tentent de contrecarrer un enseignement de l'histoire qui reproduirait de nouvelles générations de séparatistes » ?[7]

De fait, quand on regarde la liste des nombreux adversaires du programme, on voit qu'ils proviennent en grand nombre des rangs de la militance nationaliste, celle dévouée à l'indépendance du Québec. Ainsi la vingtaine de « personnalités » qui ont signé le manifeste de la Société Saint-Jean-Baptiste[8] contre le programme sont des militants historiques de la cause. C'est aussi le Parti québécois qui tente d'amener l'affaire devant l'Assemblée nationale[9] et c'est dans son orbite qu'est lancée l'idée d'une censure du programme par le gouvernement[10], idée qui sera souvent reprise ensuite.

Le pouvoir des médias – La crise du programme d'histoire se vit essentiellement dans les médias. C'est un journaliste qui soulève le couvercle. La foule, ensuite, se précipite sur son contenu, en répercute puis en amplifie la teneur. Cela rappelle de ne pas oublier, encore moins de sous-estimer le pouvoir des médias.

À suivre les multiples interventions, on constate vite qu'un bon nombre des intervenants n'ont pas vraiment lu le programme qu'ils contestent, que d'une critique à l'autre, on retrouve calqués les mêmes faits, les mêmes phrases, les mêmes objections. Jusqu'à l'imprudence. Ainsi les auteurs du mémoire de la chaire Hector-Fabre (principalement financée par la nationaliste Société Saint-Jean-Baptiste[11]) qui affirment péremptoirement : « Jamais (le souligné est des auteurs), dans tout ce document, ne retrouvera-t-on les mots comme communauté, collectivité, solidarité, etc. » Or, sans chercher beaucoup, j'ai trouvé les mots communauté p. 16 et 45, collectivité p. 12 et 30, et solidarité p. 90.

Le rôle de mobilisation des médias est donc de première importance. Il est vrai que le journaliste Robitaille est du Devoir, un quotidien auto déclaré indépendantiste, et que le grand nombre des interventions publiées le sont dans ses pages. Mais il ne faudrait pas ignorer l'effet d'entraînement. Bien d'autres journalistes et médias hors de la mouvance indépendantiste ont accroché leurs points de vue à celui du journaliste du *Devoir*. Ainsi à *La Presse*, où l'éditorialiste André Pratte, que l'on ne peut soupçonner de velléités indépendantistes, finit lui aussi par s'en prendre à l'absence des dates traditionnelles dans le programme : « Les pédagogues de Québec ont voulu faire table rase, écrit-il. Ils ont concocté une histoire sans dates. »[12]

Au Québec, certains semblent penser que le projet indépendantiste est en voie d'essoufflement, qu'il n'arrive plus à mobiliser de jeunes énergies. Il est vrai que les principaux haut-parleurs de

l'opposition au programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* paraissent issus du giron indépendantiste traditionnel. Mais – est-ce encore un effet des médias ? – il faut bien constater que la crise a mobilisé une quantité notable de jeunes gens, depuis les étudiants en histoire de l'Université du Québec à Montréal[13] jusqu'à bon nombre des 2500 signataires d'une pétition demandant le retrait du programme[14], ainsi qu'un nombre appréciable d'assez jeunes enseignants.

N'est-il pas remarquable qu'un journaliste simplement armé de son clavier d'ordinateur ait pu mobiliser ainsi la foule ? Mais aurait-il pu y arriver aussi facilement si le mouvement indépendantiste était en somnolence comme certains semblent le penser ?

L'aveuglement volontaire – « Dans l'analyse qui suit, écrivent les membres de la chaire Hector-Fabre, nous mettons explicitement de côté toute discussion sur la dimension proprement pédagogique de ce projet de programme. »[15]. Comment peut-on vouloir examiner un programme scolaire – je souligne : un programme scolaire – en écartant *a priori* la dimension pédagogique ? Évidemment, une telle entrée permet ensuite de n'examiner le programme que sous l'angle de faits historiques manquants, dans l'esprit exposé ci-devant.

Sans ouvrir les yeux, on ne voit rien. Effectivement, la plupart des interventions ignorent les éléments de contexte indispensables à la compréhension du programme. C'est le cas notamment des paramètres de la réforme en cours, qui s'appliquent à l'ensemble des matières. Tous les programmes sont ordonnés autour de compétences à acquérir ou développer. Ce ne sont pas des programmes de contenus factuels. D'ailleurs, en histoire, le dernier programme-catalogue – une espèce de table des matières de trente pages bien tassée – date de 1970[16]. S'il est vrai que le programme ne détaille pas les contenus factuels, c'était déjà le cas du précédent, et si on vise maintenant à faire acquérir des compétences, ce n'est pas différent en substance de ce que l'on visait antérieurement sous l'appellation habiletés ou savoir-faire[17]. Or, combien des critiques sont remontés aux sources ?

On n'ose croire à un aveuglement volontaire. Et pourtant, ces informations sont disponibles pour tous d'un simple « clic » de souris. Plus, s'il est vrai que le programme n'entre pas dans le détail des contenus, c'est aussi le cas du programme d'histoire du premier cycle du secondaire. Celui-ci, rappelons-le, a déjà été implanté dans les écoles, sans que personne ne se soit inquiété du manque de faits et de dates historiques. Il est pourtant construit de la même manière et vise les trois mêmes compétences que le programme contesté. S'il n'a pas connu le sort de celui-ci, c'est probablement qu'il n'est pas en histoire « nationale ».

Les pédagogues de salon – Un éternel problème de l'éducation historique reste que tout un chacun se sent qualifié pour en traiter. Chacun ne vit-il pas dans l'histoire, n'a-t-il pas étudié l'histoire en son temps sur les bancs de l'école ? De là à se croire expert en matière d'éducation historique, il n'y a qu'un pas à franchir et il est vite franchi. Dans la plupart des champs de savoir, le profane accepte raisonnablement le fait qu'il n'est pas expert. Par exemple, il accepte de prendre un médicament sans prétendre à la science du pharmacien ou du chimiste. En éducation historique, si le profane ne sait pas ou ne comprend pas, ce doit être parce que c'est mauvais ! C'est ainsi que le journaliste Christian Rioux s'en prend au supposé « charabia » du programme, un programme composé, écrit-il, « à coup de concepts fumeux », et il nomme le « vivre-ensemble », « l'alphabétisation sociale », « l'actualisation des compétences de l'élève »[18], etc. Qu'y a-t-il de fumeux dans ces mots ? Ils ne sont même pas du langage spécialisé ![19]

Il faudrait enfin reconnaître que l'éducation historique, au fil des dernières décennies, est devenue un champ scientifique jouissant d'une bonne autonomie. Elle n'est plus un simple dérivé de l'histoire savante comme à sa naissance. Elle a ses propres buts et dispose d'un appareil conceptuel adapté. Historiens et profanes devraient en être conscients lorsqu'ils lancent des affirmations étonnantes pour des professionnels de l'éducation. Ainsi, en guise d'illustration, ces historiens de l'Université de Sherbrooke qui, après avoir signalé que le programme vise à développer des capacités critiques, de choix, d'interprétation et à éveiller l'intérêt pour les enjeux sociaux, nous mettent en garde : « Un élève du secondaire peut-il atteindre ces objectifs, qu'on assigne habituellement aux études universitaires ? » Vraiment ? Ou les mêmes, expliquant qu'« il faut aborder des questions comme la langue, l'éducation, la religion, les arts… Il y a de quoi passionner les élèves ! »[20] Or toutes les recherches – sinon la moindre expérience de terrain – montrent qu'au contraire ces matières sont au secondaire celles pour lesquelles les élèves ont le moins d'intérêt. Que dire encore de ceux qui comme l'historien Denis Vaugeois s'étonnent que l'histoire puisse servir à l'éducation à la citoyenneté[21] : n'aurait-elle pas servi à ça, depuis un peu plus d'un siècle qu'elle

enseignée dans les écoles du Québec et d'ailleurs en Occident ?[22]

La théorie du complot – Mais ce qui marque le mieux cette crise, c'est l'évocation continuelle d'un complot.

On le voit sous une première forme, celle des accusations portées contre le gouvernement du Québec. Voyons-en deux expressions. Un dénommé Pierre Lincourt écrit dans une lettre au *Devoir* : « Le tollé qu'a provoqué la découverte d'un programme d'histoire édulcoré s'explique en partie par le fait que ce projet a été élaboré sous un gouvernement dont l'objectif principal est le bon fonctionnement de la fédération dénaturée en 1982, un gouvernement dont la devise est "je me nie". »[23] De son côté, l'écrivain Bruno Roy écrit : « Penser que la censure est l'apanage des gouvernements totalitaire est une illusion. […] Le projet d'histoire censurée actuellement à l'étude au ministère de l'Éducation se greffe à l'histoire universelle du contrôle des idées jugées néfastes pour l'exercice du pouvoir. »[24]

On le voit surtout sous sa forme d'un complot canadien et fédéraliste. Parmi une bonne dizaine d'expressions dans cet esprit, celle de l'écrivaine de romans historiques Micheline Lachance, pour qui l'agenda caché du nouveau programme est d'« en venir à un manuel unique du Canada[25] ». De même l'historien Alfred Dubuc : « On cherche à nous imposer une histoire canadienne, qui déforme notre identité. On veut nous imposer une identité canadienne[26]. ». Ou encore Lysiane Gagnon, chroniqueuse au journal *La Presse* : « On serait porté à croire qu'il s'agit d'une gigantesque entreprise de propagande fédéraliste. »[27] Encore également Félix Bouvier et Laurent Lamontagne, tous deux responsables, le second à titre de président, de la Société des professeurs d'histoire du Québec : « Il s'agit de rien de moins qu'un pur exercice de propagande fédéraliste qu'on veut imposer à l'enseignement secondaire en histoire nationale. »[28]

Et, au cœur du complot on voit, comme souvent, la fondation Historica. Alexandre Lanoix, associé de la chaire Hector-Fabre, s'en explique dans *Le Devoir* : « La fondation Historica […] vise ouvertement à faire de l'enseignement de l'histoire un instrument de constitution du nationalisme canadien. »[29] À tort ou à raison, Historica est devenue l'épouvantail que l'on dresse, du côté des nationalistes, mais aussi de celui des adversaires de toute intervention illégitime en éducation, dès que l'histoire est en cause au Québec.[30]

Or, il faut être bien mal informé – je n'oserai penser mal intentionné – pour voir une main étrangère ou des comploteurs fédéralistes là où il s'agit de l'œuvre d'enseignants issus de la communauté. De fait, une fois connues les grandes lignes pédagogiques et structurelles des programmes en général, tels des programmes « par compétences », la confection des programmes disciplinaires jouit d'une large autonomie. Celui d'histoire, comme les autres, a été préparé par un comité de consultation et un sous-comité de travail composés essentiellement d'enseignants. La plupart sont des enseignants praticiens venus des écoles. Ils sont une quinzaine en tout, issus des différentes régions et communautés du Québec. L'identité de chacun est connue.[31] Il y a bien un coordinateur venu du ministère, mais on devine que dans les circonstances son poids de personne unique s'avère très relatif.

Alors, avant d'attribuer au programme des intentions inavouées, il serait prudent d'en faire sereinement l'examen, sur pièces et non sur des présomptions. On constaterait probablement que les auteurs du programme ne sont porteurs d'aucun « agenda caché ». On reconnaîtrait plutôt, je crois, que le programme est le résultat de ce qu'ils estiment nécessaire comme éducation historique moderne pour les jeunes Québécois.

En conclusion : Une grande illusion

À réexaminer les faits, on garde l'impression d'une crise provoquée et d'une réaction exagérée. Mais la question reste : qu'en attendre ?

En fait il se pourrait bien que tout ce débat autour du programme repose sur une grande illusion. Félix Bouvier et Laurent Lamontagne lui reprochent de taire « des côtés historiques de notre passé qui amènent *logiquement* un développement de l'identité québécoise. »[32] C'est moi qui souligne le mot logiquement et on devine ce dont il s'agit. Micheline Lachance de son côté, au sujet de la fonction nationaliste-identitaire de l'enseignement de l'histoire, déclare : « Il faut qu'on accepte que l'histoire, c'est engagé. »[33] Idée que semble partager Denis Vaugeois lorsqu'il dit : « Je donne beaucoup de valeur de formation à l'histoire... Le nationalisme québécois [repose avant tout] sur une histoire. »[34]

La vraie question est là : à notre époque, peut-on encore penser qu'au moyen d'un récit historique déterminé l'enseignement de l'histoire puisse réguler les consciences et inspirer les allégeances ? Déjà, dans la seconde moitié du siècle précédent, bien des cas ont laissé croire que l'éducation historique n'y réussit pas fort. Rappelons-en deux.

En ex-Union soviétique pour commencer. Là, pendant plusieurs décennies, à l'aide de l'histoire on avait enseigné, *grosso modo*, que le capitalisme

était l'enfer, mais que le socialisme ouvrirait les portes du paradis. Cela au rythme de deux heures par semaine, pendant toute la scolarité, d'un cours d'histoire basé sur le matérialisme historique. Qu'ont fait les Russes et les membres des diverses républiques dès qu'ils en ont eu l'occasion ? Ils ont choisi l'enfer !

Le passé du Québec offre lui-même un exemple éloquent. Pendant plus d'un demi-siècle, l'histoire y a été employée à enseigner aux Canadiens français – comme on disait alors – la nécessité de la survivance comme peuple, et l'importance de protéger la langue et la foi qui en étaient les conditions, outre l'adhésion au grand tout canadien qui en était la garantie. Encore en 1959, lisait-on dans le programme : « L'étude de l'histoire de notre pays contribuera à mieux former le bon citoyen du Canada de demain ». Pourtant, à la première occasion, au tournant des années 1960, les Québécois ont pris en quelques mois l'exact contre-pied de ce que le cours d'histoire leur avait enseigné jour après jour. Et ce Canada qu'on avait voulu leur faire chérir, quelque temps après la moitié d'entre eux ont dit vouloir s'en séparer !

De tels exemples – et on en connaît des dizaines d'autres – incitent à croire que l'idée de gouverner les consciences à travers les contenus de l'enseignement de l'histoire repose sur une illusion, une illusion éventuellement porteuse de grandes désillusions. Dans un contexte d'éducation historique et à la citoyenneté, se battre pour maintenir des récits historiques déterministes risque de ne faire que des perdants, tant sur le plan des identités que sur celui de la vie démocratique.

Notes

[1] Dans « Les belles histoires des pays d'en haut », *Le Devoir*, 29 avril 2006.

[2] www.vigile.net. Rapporté par Graeme Hamilton dans « Quebec propose making history less anti-English », *National Post*, 28 avril 2006.

[3] *Id*.

[4] Plus précisément, la menace s'exprimait comme suit : « Si je vous croise dans la rue, je ne vais pas me gêner pour vous sacrer un osti de coup de poing dans face ». Le collègue avait eu le malheur d'expliquer au journaliste : « Il s'agit de sortir du cadre habituel d'une histoire structurée autour des conflits entre les francophones et les anglophones pour faire une histoire plus rassembleuse ». Propos rapporté par Antoine Robitaille, *op.cit*.

[5] Disponible sur le site du ministère : www.mels.qc.ca.

[6] Parmi les rares exceptions, celle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française qui dans son mémoire au ministre écrit : « Soulignons également que l'inventaire des connaissances fait peu de cas des nouveaux champs qui se sont développés au fil des dernières décennies ». Voir *Avis sur le projet de réforme du programme Histoire et éducation à la citoyenneté du deuxième cycle du secondaire*, 16 août 2006, p. 3. (http://www.cam.org/~ihaf/quoideneuf_fichiers/ReformeHEC2006.html)

[7] « Les belles histoires… »

[8] Voir Katia Gagnon, « Enseignement au secondaire. Sus à l'histoire "censurée" », *La Presse*, 14 juin 2006.

[9] Voir Antoine Robitaille, « Histoire : le PQ demande un débat public », *Le Devoir*, 26 mai 2006.

[10] Voir « Suite de l'histoire », *Le Devoir*, 14 juin 2006.

[11] Par l'intermédiaire de la Société du prêt d'honneur, une de ses filiales.

[12] « L'histoire sans date », *La Presse*, 28 avril 2006.

[13] Voir Mourad Djebabla, « La pluralité ne doit pas gommer la singularité », *Le Devoir*, 1er mai 2006.

[14] « Suite de l'histoire », *op. cit*.

[15] On trouve ce document intitulé *Quelle histoire du Québec enseigner ?* sur le site Web de la chaire : www.chf.uqam.ca

[16] Ministère de l'Éducation, *Histoire 41. Plan d'études*, 1970, 31 p.

[17] À ce sujet, on lira Daniel Moreau, « Y a-t-il (enfin) un didacticien dans la salle ? », à paraître dans Traces, 2006.

[18] Dans « Suicide assisté », *Le Devoir*, 5 mai 2006.

[19] Dans tous ces discours contre le programme, on ne peut s'empêcher de relever l'expression d'un certain mépris pour les pédagogues et la pédagogie : « Affligeante philosophie », « stupide », « Seigneur, préservez-nous des pédagogues », écrit Lysiane Gagnon (dans « L'histoire pour les nuls », *La Presse*, 29 avril 2006), « carencés affectifs », ajoute Denise Bombardier (dans « Les belles histoire… », *op. cit*.)

[20] Guy Laperrière *et al*., « Nouvelle mouture du programme d'histoire au secondaire. Du programme à l'enseignant », *Le Devoir*, 25 août 2006.

[21] Émission « Pourquoi l'histoire ? », Radio-Canada, 22 août 2006. À ce sujet, voir aussi les propos brumeux du mémoire de la chaire Hector-Fabre, *op. cit*.

[22] Plus pardonnable certainement, car ce n'est pas son métier, mais révélateur d'une conception de l'histoire obsolète, cette opinion du premier ministre Jean Charest qui semble encore penser que l'histoire est une simple somme de faits, et que ces faits sont objectifs : « Les événements sont les événements » (cité par Antoine Robitaille dans « Programme d'histoire au secondaire – Une nouvelle version sera prête en juin », *Le Devoir*, 29 avril 2006).

[23] Le 2 mai 2006. Ironiquement, c'est l'ancien gouvernement du Parti québécois qui est à l'origine de la réforme.

[24] Dans « L'engagement de l'histoire », *Le Devoir*, 15 juin 2006.

[25] Émission « Pourquoi l'histoire ? ». L'historien Alfred Dubuc renchérit dans la même émission.

[26] Dans *id*.

[27] « L'histoire pour les nuls », *La Presse*, 29 avril 2006.

[28] D'emblée, le titre de leur article parle : « Quand l'histoire se fait outil de propagande » (*Le Devoir*, 28 avril 2006).

[29] « La fondation Historica, l'enseignement de l'histoire et le *nation building* », 8 mai 2006.

[30] Voir également l'écrivain Yves Beauchemin, « Le culte du vide », *Le Devoir*, 16 juin 2006. Historica semble effectivement devenue l'épouvantail dont on se sert pour déqualifier la pensée adverse sans avoir à s'expliquer. Ainsi, lorsque Jean-Pierre Charland publie un roman sur la période d'avant-guerre au Québec, il n'est que d'invoquer Historica pour le condamner : l'auteur, écrit le critique Jean-François Nadeau, est « lié de près à la fondation Historica, laquelle est touchée de plein fouet par ce projet de révision douteux des programmes d'enseignement de l'histoire au Québec » (dans « En aparté – L'enfer brun », *Le Devoir*, 27 mai 2006). Il faut bien avouer, cependant, que la fondation n'est pas avare de maladresses dans ses tentatives auprès des Québécois. L'épisode des agendas scolaires produits par la fondation, destinés à faire la promotion de l'identité nationale canadienne, en constitue l'exemple le plus récent. Voir « Commission scolaire de Montréal – Un agenda fédéraliste banni des écoles », *Le Devoir*, 9 septembre 2006.

[31] Voir la lettre qu'ils ont signée dans *Le Devoir*, « Programme d'histoire – L'avis des professeurs consultés », 5 mai 2006.

[32] « Quand l'histoire se fait outil de propagande », *op. cit*.

[33] Émission « Pourquoi l'histoire ? », Radio-Canada, 22 août 2006.

[34] *Id*.